



Name of Publication

Nom de la publication

Date

AUG 25 1975

LE SOLEIL

Les francophones seront là, mais travailleront en anglais

Le français sera très largement présent dans la haute direction des entreprises au Québec, mais le nombre de francophones utilisant l'anglais dans une partie importante de leur travail ira en augmentant.

C'est la projection pour le moins paradoxale sur les années 80 que le président de la Bourse de Montréal et ex-grand commis de l'Etat québécois, M. Michel Bélanger, a faite, en fin de semaine, au colloque de réflexion du Parti libéral.

Dans un texte qui tranchait nettement avec les autres par son réalisme, M. Bélanger a affirmé que dans la société

encore plus concurrentielle des années 80, les dirigeants des entreprises devront avoir non seulement la compétence technique, mais aussi celle qui permet de mener à bien une politique de consultation et de divulgation dans leur propre milieu.

"Il me paraît clair que des Québécois francophones occuperont les postes de direction dans la structure québécoise des entreprises canadiennes ou multinationales en 1990. Il ne s'agira plus de compter les têtes d'affiche.

"Comme la concurrence pour obtenir les meilleurs hommes sera vive, il va de soi que l'entreprise qui aura su assurer une présence dynamique de francophones dans sa haute direction, pourra plus facilement recruter et développer la relève nécessaire", a ajouté l'ex-sous-ministre de l'Industrie et du Commerce.

Un paradoxe

Selon lui, les chances des francophones d'accéder à des postes supérieurs étant meilleures, l'usage du français comme langue de travail ira en augmentant.

"Mais en même temps, dans une économie toujours ouverte, la présence d'un plus grand nombre de dirigeants francophones dans des entreprises dont l'ensemble de l'activité n'est pas limité au Québec fera qu'un

plus grand nombre de francophones utiliseront l'anglais dans une partie importante de leur travail", devait-il préciser.

Quant aux entreprises dont les propriétaires et la clientèle sont déjà québécois ou francophones, elles auront comme principal défi d'élargir leur marché en dehors du Québec. Là aussi, par conséquent, l'usage de l'anglais par des dirigeants francophones, dans leurs relations d'affaires, devrait augmenter plutôt que de diminuer", croit aussi le président de la Bourse de Montréal.

Par ailleurs, ce grand commis de l'Etat québécois pendant plusieurs années prévoit également pour les

années 80:

a) que la structure d'entreprise sera plus autonome pour les activités québécoises d'entreprises canadiennes ou multinationales;

b) que les décisions résulteront d'un échange plus grand à tous les niveaux, et les politiques et leurs résultats feront l'objet d'une divulgation continue;

c) que les cadres et dirigeants seront soumis à plus de concurrence;

d) que la main-d'oeuvre sera un bien rare;

e) que la société québécoise reflétera le conservatisme d'une nouvelle orthodoxie.

MM. Crozier et Tremblay

Dans le même atelier sur le travail, M. Michel Crozier, un réputé sociologue français, a vertement reproché aux dirigeants gouvernementaux en général de ne pas consacrer suffisamment d'efforts pour l'analyse d'une situation avant d'y apporter des solutions.

Une bonne analyse préalable d'une situation donnée conduirait à des coûts beaucoup moins élevés sur le plan des solutions et permettrait aux réformes de se réaliser dans le sens du système plutôt que contre lui et, en conséquence, dans un cadre beaucoup plus favorable au succès.

Le conférencier a, dans un autre ordre d'idées, qualifié de formule "dangereuse pour le moment" la co-gestion et a parlé de "l'illusion de l'autogestion".

Selon lui, l'autogestion est utopique parce qu'elle se centre sur le problème de l'individu et de la petite cellule. A son avis, la nécessité de l'interrelation de plus en plus grande vient en contradiction avec l'autonomie de la petite cellule.